



Union Départementale CGT Force Ouvrière
3 bd Cosmao Dumanoir Immeuble Astrée 4^{ème} étage
56100 LORIENT
Tel : 02.97.37.66.10. contact@fo56.fr

Communiqué : Droit de réponse aux accusations de M. Loher, maire de Lorient via les réseaux sociaux

L'Union départementale Force Ouvrière condamne les accusations lancées par M. Loher cherchant à associer notre organisation syndicale avec les événements survenus ce jeudi 8 octobre au sein du Lycée Dupuy de Lôme.

De même, nous déplorons la piètre tentative qui voudrait associer notre organisation avec telle ou telle force politique. Nous rappelons, que le principe intangible qui régit la CGT Force Ouvrière c'est son Indépendance totale vis-à-vis des partis politiques, de l'Etat et du patronat

Force Ouvrière réaffirme son soutien aux personnels de l'Education nationale, et aux lycéens dont les revendications sont communes et légitimes, en particulier :

- Abrogation de Parcours Sup.
- Annulation des 1588 suppressions de postes et création à la hauteur des besoins. Des postes des enseignants et personnels (en particulier psychologues, infirmière et médecins scolaires...).
- Des moyens pour la réfection des locaux scolaires.
- Arrêt de la répression de la jeunesse.

A l'appel de l'intersyndicale du Morbihan, mardi 6, nous étions dans toute la France au côté des étudiants et lycéens, mobilisés pour obtenir satisfaction à ces revendications légitimes, dont la presse unanime a relevé le calme et la détermination qui a marqué cette journée.

Nous invitons donc M. Loher à revenir à des propos conformes à la réalité et au respect des organisations représentatives.

Nous relevons d'ailleurs que M. Loher dans un communiqué commun avec de nombreux élus t reconnu la responsabilité de l'Etat et la nécessité de répondre positivement à leurs exigences en écrivant notamment :

« Une initiative politique du Gouvernement doit répondre aux demandes exprimées par les lycéens.

Cette initiative doit apporter des réponses de court terme sur les trois thématiques suivantes :

- La question de la désignation de professeurs principaux dans les nombreuses classes qui en sont dépourvues en cette rentrée et le remplacement des enseignants absents.
- La réforme de Parcoursup qui génère aujourd'hui mécontentements, stress et sentiments d'injustice.
- L'engagement d'un plan d'investissements coordonné entre l'Etat et les Régions pour répondre aux situations bâtimentaires les plus urgentes. Certains locaux de nos lycées sont littéralement indignes de notre pays ! »

Voilà pourquoi, face au refus du gouvernement de satisfaire les revendications légitimes des lycéens, notre organisation appellent l'ensemble des personnels de l'Education dans l'unité à la grève et à la mobilisation mardi 13 octobre.

Pierrick Simon
Le 9 octobre 2026
